

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° 0000001 /AMI/MINDCAF/DCAD/SDTC/2024 du 28 JUIN 2024
POUR LA SECURISATION ET LES TRAVAUX CADASTRAUX
DE 30.000 ha POUR LE PROJET PLAINE CENTRALE (PHASE
PILOTE) en procédure d'urgence

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans sa vision de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035, le Président de la République, Chef de l'Etat à travers la SND30 ambitionne de procéder à la transformation structurelle de l'économie en opérant des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales afin de favoriser un développement endogène, inclusif tout en préservant les chances des générations futures.

L'une des principales orientations fondamentales de la Stratégie Nationale de Développement 2030 (SND30) est un composite entre import/ substitution et la promotion des exportations en s'appuyant sur les avantages comparatifs de l'économie nationale. À cet effet, le secteur rural est appelé à se moderniser, à accroître sa productivité, à créer des emplois et, par-là, améliorer les niveaux de vie des populations et de réduire la pauvreté en milieu rural.

Dans le cadre d'une synergie d'actions gouvernementales, le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF) dont la mission est l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière domaniale, cadastrale et foncière, s'est donné comme action prioritaire, la constitution et la mise à disposition des assiettes foncières destinées au développement des projets structurants en l'occurrence (l'agro-industrie, les logements sociaux et lotissements domaniaux). Le processus de constitution des réserves foncières a été enclenché en 2012 au sein du MINDCAF par le Programme de Constitution des Réserves Foncières (PROCOREF). Ce programme visait la constitution des réserves foncières sur l'ensemble du triangle national dédiée aussi bien aux agro-industries qu'aux logements sociaux. L'un des critères de choix des sites, rendait éligible au processus, ceux présentant une charge indemnitaire nulle ou y tendant.

De façon générale les résultats du PROCOREF ont permis de répertorier 03 types de sites :

- les sites dont le processus de domanialisation a été achevé et qui justifie d'une sécurisation juridique (Titres fonciers) ;



- les sites dont le processus de domanialisation a été entamé mais non achevé et qui justifie d'un dossier administratif et technique ;
- les sites identifiés dont le processus de domanialisation n'a pas encore été enclenché, mais qui présentent des atouts indéniables en terme d'opportunités agroindustrielles.

Il est à noter que le projet Plaine centrale agro-parc jouit d'un atout non négligeable pour sa mise en œuvre : l'existence de réserves foncières (656 383 hectares) constituées pour l'agro-industrie dans les départements du Djerem et du Mbéré. Mais, en raison de la non occupation des sites par le Gouvernement, et en l'absence de sécurisation physique des sites constitués en réserves foncières, les populations riveraines ont entrepris une occupation anarchique de celles-ci.

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette opération, consiste à effectuer les travaux en deux [0 2] phases :

Il s'agira de :

- sensibiliser les communautés locales sur l'existence de ces domaines privés de l'Etat ;
- procéder à la sécurisation physique des sites (Mise en place des poteaux proche des bornes des limites et des plaques de signalisation).

C'est dans cette optique, que ce renforcement des capacités va s'opérer, par le recrutement d'une entreprise, chargée de la sécurisation physique et des travaux cadastraux des parcelles des titres fonciers 515/Djerem (177106ha 60a 41ca) et 516/Djerem(18993ha 56a 31 ca).

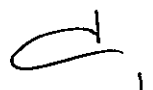
II- OBJECTIFS DES TRAVAUX

L'objectif global des travaux la sécurisation physique et des travaux cadastraux des parcelles des titres fonciers 515/Djerem et 516/Djerem pour le projet plaine centrale (phase pilote).

Les travaux visent donc la sécurisation physique et les travaux cadastraux sur les deux sites suscités qui serviront au projet Plaine.

Les objectifs spécifiques des travaux sont :

- Conduire, sous la coordination du Préfet, des sous-préfets et des Maires concernés, les missions d'information et de sensibilisation des communautés locales ;
- Procéder, en liaison avec le service du Cadastre compétent, au repérage et au diagnostic des bornes anciennes des différents titres fonciers ;
- Faire la densification du Réseau Géodésique du Cameroun sur 20 points soit 10 le long de chaque site ;



- Procéder à la Sécurisation physique (Mise en place des poteaux proche des bornes des limites et des plaques de signalisation) des parcelles objet des titres fonciers concernés (soit 40 sur le TF 515 et 30 sur le TF 516) ;
- Confectionner le rapport final des travaux.

Avant le début de la mission, les activités ci-après seront organisées avant le démarrage effectif des travaux du prestataire :

- une réunion de mise au point méthodologique avec la Direction du Cadastre réunissant les experts du prestataire et le Chef de mission ;
- une réunion de concertation et de travail avec les autorités administratives et municipales (le Préfet, les sous-préfets et les maires des communes d'arrondissement concernées par le projet). Les modalités de cette réunion seront arrêtées au niveau local par le Préfet et le Délégué Départemental du MINDCAF en concertation avec les Directions du Cadastre et des Domaines. Lors de cette réunion seront débattues les questions relatives à la Sécurisation des réserves foncières seront évoqués ;
- une visite de reconnaissance des sites du projet.

Conformément aux objectifs susvisés, la réalisation des Travaux se fera à travers les principales activités réparties en trois (03) missions articulées comme suit :

- Mission 1 : Etablissement du rapport de mise en œuvre ;
- Mission 2 : Etablissement d'un rapport des travaux exécutés ;
- Mission 3 : Production du rapport final avec les documents graphiques.

Le rapport final attendu au terme de l'étude devra :

- 1- Contenir les procès-verbaux des missions de sécurisation et de reconnaissance du site, relatant tous les incidents éventuels ou observations des personnes affectées ;
- 2- Ressortir l'ensemble des travaux exécutés ;

Le Consultant joindra au rapport à l'issue de la mission 3, un résumé exécutif de ladite mission.

3.1 Mission 1 : Etablissement du rapport de mise en œuvre

Portant essentiellement sur la méthodologie de l'étude, cette mission permet au Prestataire de s'assurer que la compréhension de la problématique des prestations est bien partagée et de s'accorder sur tout le processus de conduite du projet.

Le Consultant produira un rapport qui devra ressortir les éléments ci-après :

- compréhension /appréciation du périmètre d'étude (carte du périmètre à une échelle comprise entre 1/5000 et 1/10000) montrant la zone du projet;
- méthodologie proposée pour la conduite du projet (avec des améliorations éventuellement) ;
- programme détaillé des activités à mener (sous forme d'ébauche de plan de travail) ;
- personnel et définition des tâches de chacun ;
- logistique à mettre en œuvre pour le bon déroulement de l'étude ;
- calendrier prévisionnel de réalisation de l'étude et de mobilisation du personnel-clé sur le terrain ;
- annexes diverses (fiches individuelles d'enquêtes, listes des personnes ressources à contacter, liste des documents à exploiter, bibliographie...).

3.2 Mission 2 : Etablissement d'un rapport des travaux exécutés

En se basant sur le rapport de mise en œuvre. Ce rapport portera sur :

- La description des travaux de reconstitution ;
- La description des travaux de sécurisation physique.

3.3 Mission 3 : Production du rapport final

A partir des travaux exécutés par le Prestataire, il sera établi la carte foncière des sites abritant les réserves foncières comportant :

- un rapport justificatif établissant l'ensemble des travaux exécutés ;
- Des documents graphiques élaborés à une échelle comprise entre 1/5000^e et 1/10000^e ou à toute autre échelle à arrêter avec l'administration.

III- DUREE DE LA MISSION

La durée de la mission est de trois (03) mois, courant à compter de la date de notification de l'ordre de service.

IV- FINANCEMENT

Les prestations sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) pour l'exercice 2024.

V- PROFIL DU PRESTATAIRE (CONSULTANT OU BET):

Pour mener à bien ce processus, le MINDCAF désire s'assurer les services d'un prestataire disposant :

- 1) d'une expertise avérée dans le secteur foncier, domanial, de l'urbanisme, du cadastre et du génie civil ;
- 2) d'une équipe pluridisciplinaire d'experts ayant une large expérience en la matière.

Le personnel Clé du Prestataire devra, au minimum, être constitué des Experts ci-après :

5.1 Un (01) ingénieur du Cadastre, de Géodésie ou Topographie ; (BAC+5) (Chef de Mission):

- Ayant des connaissances sur des questions légales en milieu urbain et rurale, en droit foncier, en urbanisme et en topographie ;

- Expérience minimale :

- ✚ expérience (trois ans au moins) en Afrique subsaharienne ;

5.2 Un Ingénieur des Travaux:

- Formation en Topographie, Géodésie, Génie Civil (BAC+3) (ou plus)

- Spécialiste en infrastructures urbaines et rurales

- Expérience minimale :

- ✚ expérience en Afrique au Sud du Sahara;
- ✚ cinq (05) ans d'expérience pratique.

5.3 Un géomètre (Technicien Supérieur du cadastre)



- Formation en topographie (BAC+2)
- connaissances en géodésie
- Expérience minimale :
 - ✚ expérience en Afrique au Sud du Sahara;
 - ✚ trois (03) ans d'expérience pratique.

6.4 Deux (02) techniciens Supérieurs du cadastre :

- Niveau (BAC+2) ;
- Expérience minimale :
 - ✚ expérience en Afrique au Sud du Sahara;
 - ✚ trois (03) ans d'expérience pratique.

VI- REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (05) exemplaires dont un (01) original et (04) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés Publics du MINDCAF, au plus tard le 17 JUL 2024 à 12 heures, heure locale et devra porter la mention :

**« Avis à manifestation d'Intérêt/Services de Consultants
SECURISATION ET LES TRAVAUX CADASTRAUX DE 30.000 ha POUR LE PROJET
PLAINE CENTRALE (PHASE PILOTE) en procédure d'urgence.**

A l'attention de Monsieur le Ministre des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières

*Agence d'exécution du projet : Direction du Cadastre
Adresse géographique : Ministère des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières, Yaoundé,
Cameroun
Téléphone : (00237) xxxxxxxx*

VII- CRITERES D'EVALUATION

. Critères éliminatoires

- Pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- Dossier non conforme aux dispositions du présent Avis ;
- Plus de deux (02) études en cours d'exécution au MINDCAF ;
- Présentation d'un dossier de Fonctionnaire en service ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100.

. Critères essentiels

Le dossier technique sera évalué sur cent (100) points et selon les critères ci-après :


5

N°	Critères essentiels	Observation (nombre de points)
1	Capacité financière	10
2	Références du soumissionnaire	20
3	Références du personnel et disponibilité	50
4	Disponibilité du matériel et des équipements essentiels	20

N.B : *Seuls les candidats qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-quinze sur cent, seront qualifiés.*

Le Ministre en charge du Cadastre dressera une liste restreinte de 3 candidats maximum présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de propositions pour la réalisation des Services requis.

VIII- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés Publics du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières sis à l'Immeuble Ministériel N°2, porte N°232, dès publication du présent avis.

Yaoundé, le **28 JUIN 2024**

LE MINISTRE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES

Ampliations:

- MINMAP (pour suivi)
- ARMP (pour publication et archivage)
- CIPM/MINDCAF (pour information)
- Affichage (pour information)
- MINDCAF/ Service des Marchés Publics (pour archivage)



[Signature]
Henri Eyabe Ayissi

CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST

No. 0000001 AMI/MINDCAF/DCAD/SDTC/2024 of 28 JUN 2024

FOR SECURING AND SURVEY WORKS ON 30,000 HA FOR THE "PLAINE CENTRALE" PROJECT (PILOT PHASE) *in emergency procedure.*

I- BACKGROUND AND JUSTIFICATION

In his vision to make Cameroon an emerging country by 2035, the President of the Republic, Head of State, through the NDS30, aims to proceed with the structural transformation of the economy by making fundamental changes to economic and social structures in order to promote endogenous, inclusive development while preserving the opportunities of future generations.

One of the main thrusts of the National Development Strategy 2030 (NDS30) is a composite between import/substitution and the promotion of exports based on the comparative advantages of the national economy. To this end, the rural sector is called upon to modernise, increase productivity, create jobs and thereby improve living standards and reduce poverty in rural areas.

As part of a synergy of government actions, the Ministry of State Property, Surveys and Land Tenure (MINDCAF), whose remit is to draw up and implement government policy on State Property, Surveys and Land Tenure, has made it a priority to build up and make available land reserves for the development of structuring projects (agro-industry, social housing and state housing estates). The process of building up land reserves was launched in 2012 within MINDCAF through the Land Reserve Building Programme (PROCOREF). The aim of this programme was to build up land reserves throughout the national triangle, dedicated to both agro-industry and social housing. One of the criteria used to select sites was that those with no or low compensation costs should be eligible for the process.

Generally speaking, the PROCOREF results identified 03 types of site:

- sites for which the State ownership process has been completed and which are legally secure (land titles);
- sites for which the state-ownership process has been started but not yet completed, and for which an administrative and technical file is available;
- sites for which the state-ownership process has not yet begun, but which offer undeniable advantages in terms of agro-industrial opportunities.



It should be noted that the Plaine centrale agro-parc project has a significant advantage for its implementation: the existence of land reserves (656,383 hectares) set aside for agro-industry in the Djerem and Mbéré Divisions. However, because the Government has not occupied the sites, and in the absence of physical security for the sites set aside as land reserves, local populations have taken to occupying them in an uncontrolled manner.

The methodological approach adopted for this operation is to carry out the work in two [02] phases :

This will involve :

- Raising awareness among local communities of the existence of these private State domains;
- physically securing the sites (erecting posts near boundary markers and signposts).

With this in mind, capacity building will be carried out by recruiting a company to carry out physical security and cadastral work on plots of land under titles 515/Djerem (177106ha 60a 41ca) and 516/Djerem (18993ha 56a 31 ca).

II- OBJECTIVES OF THE WORK

The overall objective of the work is the physical securing and cadastral surveying of land titles 516/Djerem and 515/Djerem for the central plain project (pilot phase).

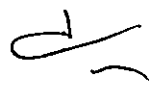
The aim of the work is therefore to physically secure and carry out cadastral work on two sites in question, which will be used for the Plaine project.

The specific objectives of the work are :

- To carry out, under the coordination of the Senior-Divisional Officers, Divisional Officers and Mayors concerned, information and awareness-raising missions for local communities;
- In conjunction with the relevant land Survey Department, to identify and diagnose the old landmarks of the various land titles;
- Densify the Cameroon Geodetic Network at 20 points, i.e. 10 along each site;
- Physical securing (posts near boundary markers and signposts) of the plots covered by the land titles concerned (i.e. 40 on TF 515 and 30 on TF 516);
- Drawing up the final report on the work.

Prior to the start of the assignment, the following activities will be organised before the contractor actually begins work:

- a methodological fine-tuning meeting with the Survey Department, bringing together the contractor's experts and the Head of Mission;
- a consultation and working meeting with the administrative and municipal authorities (the SDO and the mayors of the district municipalities affected by the project). The details of this meeting will be decided at local level by the SDO and the MINDCAF Regional Delegate in consultation with the Survey Departments and Land Departments. At this meeting, issues relating to the securing of land reserves will be discussed;
- a reconnaissance visit to the project sites.



In accordance with the aforementioned objectives, the realisation of works will be carried out through the main activities divided into three (03) missions as follows:

- Mission 1: Drawing up the implementation report;
- Mission 2: Drawing up a report on the work carried out;
- Mission 3: Production of the final report with graphic documents.

The final report expected at the end of the study must

- 1- Contain the minutes of the site security and reconnaissance missions, recounting any incidents or observations made by the people involved;
- 2- Summarise all the work carried out;

The Consultant shall attach an executive summary of Mission 3 to the report.

➤ **Mission 1: Drawing up the implementation report**

Focusing essentially on the study methodology, this assignment enables the Service Provider to ensure that the understanding of the service issues is well shared and to agree on the entire project management process.

The Consultant will produce a report which will highlight the following elements

- understanding/appreciation of the study perimeter (map of the perimeter on a scale of between 1/5000 and 1/10000) showing the project area;
- proposed methodology for carrying out the project (with possible improvements);
- detailed programme of activities to be carried out (in the form of a draft work plan);
- personnel and definition of each person's tasks ;
- logistics to be implemented for the smooth running of the study;
- provisional timetable for carrying out the study and mobilising key personnel in the field;
- various appendices (individual survey sheets, lists of resource persons to be contacted, list of documents to be used, bibliography, etc.).

➤ **Mission 2: Drawing up a report on the work carried out**

Based on the implementation report, this report will cover :

- Description of the restoration work ;
- Description of the physical security work.

➤ **Mission 3 : Production of the final report**

On the basis of the work carried out by the Service Provider, a land map of the sites housing the land reserves will be drawn up, including:

- A supporting report setting out all the work carried out;



- Graphic documents drawn up on a scale of between 1/5000 and 1/10000 or on any other scale to be agreed with the authority

III- DURATION OF THE MISSION

The duration of the assignment is three (03) months, starting from the date of notification of the service order.

IV- FINANCING

The services are financed by the Public Investment Budget (BIP) for the 2024 financial year.

V- PROFILE OF THE SERVICE PROVIDER (CONSULTANT OR BET) :

To carry out this process successfully, MINDCAF wishes to secure the services of a service provider with :

- 1) proven expertise in the land, property, urban planning, Survey and civil engineering sectors;
- 2) a multidisciplinary team of experts with extensive experience in the field.

The Service provider's Key Personnel must, as a minimum, comprise the following Experts:

5.1 One (01) Land Registry, Geodesy or Topography Engineer; (BAC+5) (Head of Mission):

- With knowledge of legal issues in urban and rural areas, land law, urban planning and topography ;
- Minimum experience : atleast three (03) years in sub-Saharan Africa ;

5.2 A Works Engineer:

- Training in Topography, Geodesy, Civil Engineering (BAC+3) (or more)
- Specialist in urban and rural infrastructure
- Minimum experience :
 - experience in sub-Saharan Africa;
 - five (05) years of practical experience.

5.3 A Surveyor (Senior cadastral technician)

- Training in topography (BAC+2)
- knowledge of geodesy
- Minimum experience :
 - experience in Africa south of the Sahara;
 - three (03) years of practical experience.

5.4 Two (02) senior land registry technicians:

- Level (BAC+2) ;
- Minimum experience :



- experience in sub-Saharan Africa;
- three (03) years of practical experience.

VI- SUBMISSION OF TENDERS

Each tender, drawn up in French or English, in seven (05) copies, including one (01) original and (04) copies marked as such, must reach the Public Procurement Department of MINDCAF, no later than 12 noon local time on 17 IIIII 2024 and must bear the words :

" Notice of Expression of Interest/Consultancy Services

FOR SECURING AND SURVEY WORKS ON 30,000 HA FOR THE "PLAINE CENTRALE" PROJECT (PILOT PHASE) *in emergency procedure.*

To the attention of the Minister of State Property, Survey and Land Tenure.

Geographical address: Ministry of State Property, Surveys and Land Tenure, Yaoundé, Cameroon

Telephone: (00237) xxxxxxxxx

VII- EVALUATION CRITERIA

. Eliminary criteria

- Falsified documents or false declarations ;
- File not in conformity with the provisions of this Notice;
- More than two (02) studies in progress at MINDCAF;
- Presentation of a file of a civil servant in service;
- Technical score of less than 70 points out of 100.

. Essential criteria

The technical file will be evaluated out of one hundred (100) points according to the following criteria:

N°	Essential Criteria	Observation (nombre de points)
1	Financial capacity	10
2	Tenderer's references	20
3	Personnel references and availability	50
4	Availability of essential materials and equipment	20

5

N.B.: *Only candidates who obtain a technical score of at least seventy-five out of one hundred at the end of the evaluation will be qualified.*

The Minister in charge of the Cadastre will draw up a shortlist of a maximum of 3 candidates shortlisted on the basis of the applications received, to whom he will send the Request for Proposals for the provision of the required Services.

VIII. Additional Information

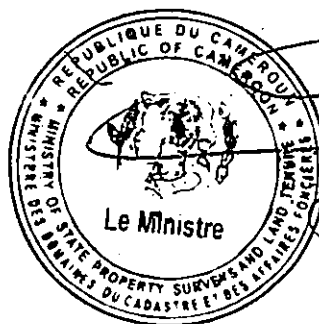
Further information may be obtained during working hours from the Direction des Affaires Générales, Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés Publics of the Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières located at Immeuble Ministériel N°2, porte N°232, as soon as this notice is published.

Yaounde the **28 JUIN. 2024**

THE MINISTER OF STATE PROPERTY, SURVEYS AND LAND TENURE

Copy:

- MINMAP
- ARMP
- MINDCAF
- Chairperson CIPM/MINDCAF
- Notice boards



Henri Eyébe Ayissi